



Nicolas Sarkozy à Toulouse

Nicolas Sarkozy
Président de l'Union pour un Mouvement Populaire

Toulouse - 11 avril 2007

Version prononcée

Mes chers amis,

Toulouse, capitale de la France du Midi,
Toulouse, qui n'a jamais oublié qu'elle fut pendant des siècles la capitale d'un grand royaume, qui n'a jamais cessé dans son esprit d'être indépendante,
Toulouse, fière, orgueilleuse, indomptable,
Toulouse, entière, intransigeante, inflexible,
Toulouse, qui s'est indigné, qui s'insurge, qui se révolte parfois,
Toulouse, qui croit à la justice,
Toulouse, généreuse, fraternelle,
Toulouse, qu'on a dit parfois de gauche parce qu'elle a du cœur,
Toulouse, qui fut la ville de Jaurès,
Toulouse ce soir, elle est là, la ville que j'aime !

Cette foule immense que vous formez, c'est Toulouse et votre région !
Toulouse, qui a compris depuis bien longtemps que la gauche d'aujourd'hui n'avait plus grand-chose à voir avec la gauche de Jaurès,
Toulouse, qui a compris que la gauche ne s'intéressait plus au travail, que la gauche ne s'intéressait plus au sort des travailleurs,
Toulouse, meurtrie par AZF,
Toulouse, angoissée par l'avenir d'Airbus,
Toulouse est là, ce soir, parce qu'elle n'a plus confiance dans la gauche pour la générosité, pour la fraternité, pour la justice.

Les valeurs que la gauche a trahies je veux les remettre au cœur de la vie politique française. La gauche a trahie les valeurs dans lesquelles vous croyiez.

Jaurès disait : « La nation, c'est le seul bien des pauvres. »
La gauche a abandonné la nation à l'extrême droite.

Jaurès disait : « La République, c'est proclamer que des millions d'hommes sauront tracer eux-mêmes la règle commune ; qu'ils sauront concilier la liberté et la loi, le mouvement et l'ordre. »

J'accuse la gauche d'avoir confondu la liberté et le laxisme. Le laxisme, ce n'est pas la liberté, c'est l'oppression de la liberté des plus pauvres.
La gauche s'est mise à incarner l'immobilisme.
En vérité, la gauche a renié la République de Jaurès.

Jaurès disait : « Le pouvoir républicain a envers la nation tout entière et surtout envers les plus humbles, un immense devoir d'initiative réformatrice. »
La gauche française n'est plus réformatrice, elle est conservatrice, immobile, statufiée. Voilà l'erreur de la gauche française.

Jaurès disait : « Le courage, c'est de choisir un métier et de le bien faire, quel qu'il soit. »
Pour Jaurès le travail était une valeur. La gauche d'aujourd'hui n'aime pas le travail, la preuve, c'est qu'elle empêche ceux qui veulent travailler plus pour gagner davantage de pouvoir le faire.
La gauche en dévalorisant le travail a trahi Jaurès.
La gauche ne parle plus des travailleurs car elle ne défend plus que les statuts, elle oublie les travailleurs dont nous allons, nous, parler.

Jaurès aimait les travailleurs, il les respectait. Aux mineurs et aux verriers de Carmaux, dont il était le député, il disait : « Je ne demande qu'une chose c'est de rester digne de vous. »
Cela fait bien longtemps que la gauche ne parle plus des travailleurs.

Jaurès ne voulait pas que le prolétariat campât pour toujours aux portes de la cité. Jaurès refusait la lutte des classes et le marxisme.
La gauche d'aujourd'hui n'en a pas fini avec la lutte des classes ni avec le marxisme et cela fait bien longtemps que la gauche ne fait plus rien pour la classe ouvrière.
La classe ouvrière s'est détournée de la gauche parce que la gauche a oublié les ouvriers.

Jaurès disait : « Il est impossible au simple salarié, à celui qui n'a que ses bras, d'arriver à l'autonomie et à la propriété. »
Aujourd'hui, la gauche proclame que vouloir donner à tous les Français la possibilité de devenir propriétaire c'est être réactionnaire.
Aujourd'hui, l'idéal de la gauche ce n'est pas la propriété pour chacun, c'est le logement social pour tous. Ce n'était pas l'idéal de Jaurès et ce n'est pas le mien non plus !

Jaurès disait : « C'est l'individu humain qui est la mesure de toute chose, de la patrie, de la famille, de la

propriété, de l'humanité, de Dieu. »

Depuis quand la gauche n'a-t-elle plus parlé de l'individu ?

Jaurès disait : « Je suis de ceux que le mot Dieu n'effraye pas. »

Je reste partagé que la laïcité ait pour but d'extirper du cœur des hommes le sentiment religieux.

La gauche d'aujourd'hui ne sait pas parler de la religion autrement qu'avec mépris. Dans la République française, il y a 2000 ans de chrétienté que nous avons intégré à la morale laïque française.

Jaurès disait à la jeunesse – écoutez le bien ! - : « Il faut que par un surcroît d'efforts et par l'exaltation de toutes vos passions nobles, vous amassiez en votre âme des trésors inviolables. (...) Il faut, lorsque vous lisez les belles pages des grands écrivains et les beaux vers des grands poètes, que vous vous pénétriez de leur inspiration ; qu'ainsi leur beauté entre en vous ; que leur musique divine soit en vous ; que vous portiez toujours en vous l'accompagnement sublime des chants immortels. Alors, jeunes gens, vous aurez développé en vous la seule puissance qui ne passera pas, la puissance de l'âme. »

Jaurès n'avait pas peur de parler de l'âme d'un citoyen français.

Ainsi parlait Jaurès aux lycéens de Toulouse, il y a 115 ans.

Je me sens plus proche du Jaurès, il y a 115 ans, à Toulouse, que de la gauche héritière de mai 68, pour laquelle tout se vaut et qui pratique le nivellement par le bas. Jaurès n'en était pas un !

La gauche se rend en procession pour faire le pèlerinage de Carmaux.

La gauche crie : Jaurès est à moi !

Mais, elle a beau hurler quand je cite Jaurès, que c'est une « captation d'héritage ! » Que j'aime entendre François Hollande défendre avec tant d'ardeur le beau mot d'héritage. On n'a jamais vu conversion plus rapide...

Voilà donc que je capte un héritage. Voilà donc que l'héritage est possible. Monsieur le premier secrétaire du Parti socialiste, si l'héritage est possible pour vous, il doit l'être pour chaque Français.

Voilà pourquoi je proposerai la suppression des droits de succession, parce que lorsque l'on a travaillé toute sa vie, on a le droit d'être propriétaire.

Je suis venu à Toulouse et dans cette région pour dire une chose :

La gauche a beau se proclamer l'héritière de tous les damnés de la terre, de tous ceux qui se sont battus pour améliorer le sort des ouvriers. Elle n'a plus rien de commun avec la gauche de Jaurès et de Léon Blum.

Aucun d'entre nous ne sait où il se serait politiquement situé au temps où l'on faisait travailler les enfants dans les mines. Au temps où il n'y avait pas de droit du travail, de sécurité sociale et de congés payés. Au temps où la misère des ouvriers exploités jusqu'à l'extrême limite de leurs forces était une réalité.

Je ne sais pas ce que j'aurais pensé, ni ce que j'aurais fait. Ce que je sais c'est, que face au parti Socialiste tel qu'il est, tel qu'il pense, tel qu'il agit et face à la gauche communiste ou trotskiste, telle qu'elle est, telle qu'elle pense, telle qu'elle agit aujourd'hui, je ne suis pas de gauche.

Ce que je sais, c'est que face à cette gauche, compte tenu de ce que les mots signifient aujourd'hui, et qui n'est pas la même chose qu'il y a cent ans ou cent cinquante ans, je me définis comme appartenant à la famille de la droite républicaine et je revendique pour cette droite républicaine, telle qu'elle est aujourd'hui, l'héritage du droit du travail, des congés payés, de la sécurité sociale, de l'assurance chômage, parce que cet héritage appartient à tous les Français qui ne souhaitent pas renvoyer l'homme à la loi de la jungle.

Je n'ai pas à m'excuser d'appartenir à la droite républicaine. Voilà la réalité des choses.

Quand dans un documentaire de 1936 je vois le regard émerveillé d'un enfant d'ouvrier qui découvre la mer et vient d'entendre pour la première fois prononcer le mot « vacances », je me sens l'héritier du Front Populaire comme tous les Français, quels que soient leur parti, qui songent à ce qu'était la vie avant les congés payés. Non, il n'y a pas deux histoires de France, il n'y en a qu'une parce qu'il n'y a qu'une France. Voilà la réalité républicaine de l'histoire de notre pays.

À tous les responsables de la gauche, je veux leur dire :

Laissez dormir Jaurès et Blum, ils sont trop grands pour vous !

Laissez dormir tous ceux qui dans l'histoire se sont battus pour faire reculer la misère ouvrière, leurs combats n'ont pas été les vôtres et vous n'avez jamais rien fait de semblable !

Laissez dormir la gauche qui a tant fait pour la classe ouvrière, vous, la gauche d'aujourd'hui, qui n'avez rien fait pour elle !

Les 35 heures, c'est la régression sociale et l'erreur économique. Ça n'a rien fait pour la classe ouvrière.

Le Front Populaire n'appartient pas plus au Parti Socialiste d'aujourd'hui que le souvenir de Guy Môquet, ce jeune résistant fusillé à 17 ans et demi, n'appartient au Parti Communiste. Il est mort pour la France, pas pour le communisme. Il n'appartient pas au communisme.

Et si je demande que la lettre de Guy Môquet soit lue chaque année à tous les lycéens de France, ce n'est pas parce qu'il était communiste, mais parce qu'il avait 17 ans, qu'il était courageux et qu'il a donné sa vie pour notre pays. Voilà la leçon de l'histoire que nous voulons donner à la gauche d'aujourd'hui.

Oui, je ne suis pas socialiste, mais ce qu'a fait la gauche de jadis, qui croyait au travail, qui croyait à l'éducation, qui croyait au mérite, qui croyait à la liberté de conscience, qui croyait à la morale, qui croyait en l'individu, je veux le faire à mon tour.

Ces valeurs de la gauche de jadis, j'ai voulu que la droite républicaine, qui les avait trop négligées, les reprenne à son compte au moment où la gauche les abandonnait.

Ce que la gauche de jadis a accompli, au-delà de toutes ses erreurs, au-delà de toutes ses insuffisances, pour les travailleurs, pour les plus démunis, pour ceux qui n'avaient rien, pour ceux qui étaient les plus vulnérables, qui n'avaient pas les moyens, qui n'avaient pas la force de se défendre tout seuls, je voudrais, dans le monde tel qu'il est, avec les moyens qui sont ceux d'aujourd'hui, que nous l'accomplissions à notre tour.

Parce que la gauche ne le fera pas.

Parce que la gauche est incapable de lutter contre les injustices.

La lutte contre les injustices, contre les conservatismes et contre l'immobilisme, c'est nous qui allons l'incarner pour les cinq années qui viennent.

La gauche préfère parler de la démocratie participative plutôt que du pouvoir d'achat.

Parce que la gauche pense que les questions de société sont plus importantes que la question sociale.

Parce que la gauche ne croit plus à la politique, ne croit plus à la nation, ne croit plus à la République, ne croit plus à l'Etat.

Parce que la gauche ne croit plus que la politique puisse changer le monde, ni même qu'elle puisse permettre d'atteindre le plein emploi.

Parce que la gauche n'a plus d'autre programme que la défense des droits acquis, des rentes de situation et du statu quo.

Que rien ne bouge, on ne parle que des statuts, on ne change rien et les injustices deviennent acceptables pourvu que vous en soyez tous victimes. Que tous vous arriviez en retard plutôt que quelques uns n'arrivent à l'heure. Voilà le programme de la gauche d'aujourd'hui.

La gauche, qui est dans la politique, dans les médias, dans l'administration, dans l'économie, a pris goût au pouvoir, aux privilèges.

Cette gauche n'aime pas la nation parce qu'elle ne veut rien partager,

Cette gauche n'aime pas la République parce qu'elle n'aime pas l'égalité et ne croit qu'au nivellement,

Cette gauche qui prétend défendre les services publics ne prend jamais les transports en commun,

Cette gauche qui aime tellement l'école publique qu'elle n'y met pas ses enfants,

Cette gauche qui adore la banlieue mais qui se garde bien d'aller y habiter,

Cette gauche qui trouve toujours des excuses aux voyous à condition qu'ils restent dans des quartiers où elle ne va jamais,

Cette gauche qui fait des grands discours sur l'intérêt général mais qui est profondément enfermée dans le corporatisme et le clientélisme syndical,

Cette gauche qui signe des pétitions quand on expulse des squatters, mais qui n'accepterait pas que les mêmes squatters s'installent au bas de ses immeubles,

Cette gauche qui passe son temps à faire la morale aux autres sans être capable de se l'appliquer à elle-même, Cette gauche qui, entre Jules Ferry et mai 68, a choisi mai 68, ça tombe bien, j'ai choisi Jules Ferry,

Cette gauche condamne la France à un immobilisme dont les travailleurs, dont les plus modestes, les plus pauvres, ceux qui souffrent déjà seraient les principales victimes.

Cette gauche condamne la France à un assistanat, à un égalitarisme généralisés qui portent atteinte à la dignité de la personne humaine et qui portent en eux le germe la régression sociale.

Cette gauche de la bonne conscience est dangereuse parce qu'elle ne veut jamais mesurer les conséquences de ce qu'elle prône.

Elle ne veut pas voir les conséquences de l'impunité du voyou qui revient en héros dans sa cité.

Elle ne veut pas voir les conséquences du laxisme face à l'immigration clandestine.

Elle ne veut pas voir l'exploitation des clandestins dans le travail au noir qui ruine les patrons et les ouvriers qui déclarent tout et qui payent toutes leurs charges.

Elle ne veut pas voir le lien entre l'immigration non maîtrisée et les familles que l'on est obligé d'entasser dans des hôtels sordides et dangereux.

Elle ne veut pas voir l'impossibilité d'accueillir dignement toute la misère du monde.

Elle ne veut pas comprendre l'appel d'air que constituerait une régularisation massive et automatique des sans papiers dont elle se moque des conséquences.

La bonne conscience de gauche dit que pour diminuer la fraude, il n'y a qu'à donner la gratuité aux Rmistes.

Elle ne veut pas voir qu'ainsi, elle les enferme dans l'assistance. Pensez donc, s'ils retrouvent un travail ils perdront le bénéfice de la gratuité, c'est sans doute pour les socialistes ce que l'on appelle encourager le travail ! D'autres veulent la gratuité pour tout le monde. Mais, qui paye au bout du compte ? Sinon le travailleur, sinon vous tous !

Les socialistes veulent toujours la gratuité comme réponse à la pauvreté.

Moi je veux que les pauvres puissent gagner leur vie dignement par le fruit de leur travail, parce que je dénonce l'assistanat.

Cette gauche-là affiche sa bonne conscience sociale, mais dessert la cause qu'elle prétend servir.

La première victime de l'insécurité à laquelle elle cherche toujours des excuses, c'est toujours le plus modeste qui n'a pas les moyens de se mettre à l'abri des voyous.

La première victime de la fraude qu'elle ne veut pas sanctionner, c'est toujours le travailleur qui a du mal à boucler ses fins de mois parce que c'est lui qui paye à la place du fraudeur.

J'ai trouvé proprement insensé que deux candidats à l'élection présidentielle puissent trouver des excuses à un multirécidiviste, en situation irrégulière dans notre pays, frappant un fonctionnaire et se permettant de ne pas payer son ticket de métro.

Moi, je veux être du côté des honnêtes gens, pas du côté des fraudeurs, des multirécidivistes. Voilà ce que je tenais à dire ce soir à Toulouse.

La première victime de la rigidité du droit du travail que la gauche veut toujours accroître, c'est le chômeur que le chef d'entreprise a peur d'embaucher parce qu'il a peur de ne pas pouvoir le licencier.

La première victime de l'alourdissement des charges que la gauche ne cesse de vouloir imposer aux entreprises, c'est l'emploi qui se délocalise.

La première victime des 35h, c'est le pouvoir d'achat des travailleurs.

La première victime de la défaillance de l'école minée par l'héritage de Mai 68, c'est l'enfant de l'ouvrier que ses parents ne peuvent pas aider.

La première victime de la carte scolaire, c'est l'habitant de la banlieue difficile qui est finalement le seul à ne pas pouvoir choisir l'école de ses enfants et qui se trouve ainsi condamné à la ségrégation.

Cette gauche de la bonne conscience est dangereuse parce qu'elle est sectaire.

Elle est dangereuse parce qu'elle excommunie ceux qui ne pensent pas comme elle.

Elle est dangereuse parce qu'elle cherche toujours à salir celui qu'elle n'arrive pas à combattre sur le terrain des idées, parce qu'elle même n'a plus aucune idée, plus aucune conviction.

Cette gauche est dangereuse parce qu'étant persuadée qu'elle incarne le bien contre le mal, elle ne reculera

devant rien.

La gauche de Jaurès et de Blum avait le culte de l'esprit critique, de la raison et de la vérité. Elle se voulait l'héritière des Lumières. Elle voulait la liberté de penser et la liberté d'expression.

La gauche d'aujourd'hui c'est l'exact contraire.

On a vu la réaction hystérique de la gauche dans le débat sur l'identité nationale.

On a vu sa réaction hystérique quand j'ai avancé l'idée, dans un entretien avec un philosophe, que nous n'étions pas tous égaux devant la vie, que nous portions tous au fond de nous, à des degrés divers, des souffrances, des blessures, des fragilités, qui ne viennent pas toutes du milieu social, de l'éducation, mais qui sont en nous à la naissance.

Sommes-nous à ce point prisonniers de l'égalitarisme que nous soyons obligés de faire semblant de croire que tous les enfants naissent pareils les uns aux autres, que tous les hommes sont identiques, que la nature les dote tous de la même force, de la même intelligence, des mêmes facultés, qu'elle leur donne à tous les mêmes chances de devenir Prix Nobel ou champions olympiques ?

Je veux combattre cet égalitarisme, qui conduit à nier les différences, à traiter tout le monde de la même manière, à ne pas compenser les handicaps, à ne pas compenser les inégalités en donnant plus à ceux qui ont moins, à ceux auxquels la vie a donné moins de chances.

C'est avec une analyse de cette nature que l'on a commis l'erreur de faire le collège unique, comme si l'enfant unique existait ! ça n'existe pas parce que chaque enfant est différent de l'autre.

Certes, tout n'est pas déterminé à la naissance, mais justement, à force de considérer que tous les êtres sont identiques, que tous les enfants se ressemblent, on s'interdit de corriger les inégalités, de donner à chacun les moyens de développer ses talents, d'accompagner les plus fragiles, de protéger les plus vulnérables.

La pensée unique est une pensée réactionnaire et intolérante. C'est pourquoi je combats la pensée unique et je vous demande de penser librement.

La gauche va interdire des débats qu'on trouve légitimes dans tous les pays du monde. La France deviendrait donc la seule démocratie du monde où un responsable politique n'a plus le droit de parler de rien.

En France, un homme politique n'a pas le droit de débattre de l'inné et de l'acquis. Il n'a pas le droit de dire que l'égalitarisme aggrave les inégalités. Mais plus grave encore, il n'a pas le droit de dire qu'un voyou est un voyou, une racaille, une racaille. C'est dangereux...

Un homme politique n'a pas le droit de parler de l'immigration. Ce n'est pas un sujet, ça ne se fait pas ! Mais vous, vous pouvez vivre les conséquences d'une immigration non maîtrisée.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de l'identité nationale, cela ne se fait pas.

Un homme politique, cela peut lui briser une carrière de prononcer des mots devenus dangereux : autorité, respect, morale, civisme. Ça vous brise une carrière de parler de ces mots-là !

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la baisse du niveau scolaire, alors que chacun le voit en suivant les études de ses enfants.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la dévalorisation des diplômes, alors que l'on ne comprend rien à rien et qu'en le faisant, au motif de la démocratisation pour le donner à tout le monde, en vérité, on ne donne à personne.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la monnaie, ni de la hausse des prix imputable à l'Euro. Il n'a le droit de critiquer le libre échange, les patrons voyous et le modèle social.

Un homme politique n'a pas le droit de parler de la vie, des souffrances, des fragilités, des blessures.

Un homme politique, je le susurre, n'a pas le droit de parler de Dieu, de l'espérance, de l'admiration profonde que je porte à Jean-Paul II qui fut l'un des grands hommes du XXe siècle.

Un homme politique est étrange quand il parle de l'amour, du bonheur.

Eh bien moi, figurez-vous, je veux parler de tout, non parce que la politique a vocation à tout régenter, mais parce qu'elle est humaine, parce qu'elle a des conséquences sur la vie des gens, parce que la vie ne se divise pas, parce que la vie c'est un tout.

Parce que la politique ce n'est pas que de la gestion, ce sont d'abord des valeurs. La politique, ce sont des sentiments, c'est un rapport à la joie et à la douleur humaine. Parce que pour rassembler les Français, pour les rendre acteurs de leur propre histoire, il faut savoir les aimer, il faut être capable de ressentir leurs joies et leurs douleurs.

Un certain nombre de mes amis, ayant beaucoup d'affection pour moi, me disent : regarde, ça va bien, alors je t'en prie ne dis plus rien !

Un certain nombre de mes amis, avec beaucoup de gentillesse me disent : Nicolas, je t'en prie, ne prends pas de risque, reste bien immobile et tu verras, ça finira par passer !

Moi, mes chers amis, je remercie ceux qui pensent cela, mais qu'ils ne m'en veuillent pas, je ne les écouterai jamais. Ceci pour une raison simple : mon idée, ma volonté, ce n'est pas de gagner, c'est de gagner pour agir. Parce que la passion de ma vie, c'est l'action. Et tout ce que nous n'aurons pas le courage de dire avant l'élection, nous n'aurons pas les moyens de le faire après. Et de cela, je ne veux pas en entendre parler !

Je n'accepte pas que la France soit le seul pays au monde où un homme politique ne puisse pas formuler une opinion différente, avancer une idée non-conformiste, sans prendre le risque de se faire intenter un véritable procès en sorcellerie.

On est bien loin et si loin de Jaurès quand il proclamait : « Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge. » Je me sens l'héritier de Jaurès, salut Monsieur Hollande !

Une campagne présidentielle, pour moi, c'est une épreuve de vérité.

Jusqu'au bout de cette campagne, je dirai ma vérité.

Jusqu'au bout de cette campagne, je serai sincère. Je dirai tout. Je parlerai de tout. Je ne me laisserai pas enfermer dans la pensée unique et dans le politiquement correct. Je ne me laisserai pas intimider.

C'est ma conception de la politique.

C'est l'idée que je me fais de la dignité de la fonction présidentielle.

Si je suis élu président de la République, tout ce que la droite républicaine n'osait plus faire parce qu'elle avait honte d'être la droite, je le ferai.

Tout ce que la droite républicaine et le centre ont abandonné à la gauche et à l'extrême droite, je m'en saisirai. Tout ce que la gauche a laissé tomber, tout ce qu'elle a renié des valeurs universelles, des valeurs de la France, je les reprendrai à mon compte.

La gauche a laissé tomber la liberté pour laquelle elle s'était si longtemps battue.

Moi, je veux être le président de toutes les libertés. Je veux être le Président de la liberté de penser, de la liberté d'expression, de la liberté de choisir sa vie.

Je souhaite que l'on donne à chacun la liberté de choisir l'école de ses enfants, son temps de travail, l'âge où il cesse de travailler, la liberté de transmettre le fruit de son travail à ses enfants sans droits de succession, de disposer comme il l'entend d'au moins la moitié de son revenu, de prendre sa retraite quand il le veut, et même de travailler autant qu'il le veut après avoir pris sa retraite.

Je souhaite que la femme ait la liberté de travailler et d'élever ses enfants.

Je souhaite que ceux qui ont des projets bénéficient de la garantie de l'Etat parce qu'il faut que chacun ait la liberté de créer.

Je souhaite que le malade bénéficie d'une caution publique pour qu'il soit libre, comme tout le monde, d'emprunter pour acheter sa maison.

Je n'accepte pas cette pratique honteuse qui fait que lorsque nous demandons un emprunt, on nous oblige à passer une visite médicale. Quand cette visite médicale démontre que vous êtes malade, le banquier vous convoque et vous le fait remarquer, mais vous n'y êtes pour rien ! Alors la banque vous prêtera, mais parce que

vous êtes malades, ce sera plus cher... c'est une honte ! Lorsque l'on est malade, on a le même droit que les autres à se loger,

Je souhaite que les intérêts des emprunts pour acheter son logement soient déductibles en totalité du revenu imposable

Je souhaite que le crédit hypothécaire soit réformé.

Je souhaite l'accès à la propriété pour les locataires de logements sociaux parce que la propriété est la meilleure assurance contre les accidents de la vie. Parce que la propriété c'est l'indépendance, c'est la liberté.

Je souhaite que tous les Français qui travaillent puissent devenir propriétaires de leur logement.

Je souhaite plus de liberté pour le chef d'entreprise dans la gestion de l'emploi parce que cette liberté est un encouragement à l'embauche.

Je souhaite une Sécurité Sociale professionnelle qui protège les personnes contre les aléas de la vie des entreprises, parce qu'il n'y a pas de liberté dans l'insécurité.

Je veux être le Président de la liberté de penser contre la pensée unique.

Je veux être le Président de la liberté de conscience contre tous les intégrismes.

Je veux être le Président de la liberté d'expression contre toutes les intolérances.

Je veux que dans la patrie des droits de l'Homme on puisse librement critiquer, librement caricaturer, sans être menacé de mort, sans être exposé à la violence.

Je veux que nulle menace n'empêche la représentation d'une pièce de théâtre.

Je veux que l'on continue d'enseigner Voltaire dans les lycées. Et que ceux qui ne supportent pas Voltaire ne soient pas obligés de venir s'installer en France, après tout.

Je veux qu'à tous ceux qui veulent vivre en France nous ayons le courage de dire que cette idée de la liberté qui est la nôtre, nous ne sommes pas prêts à la négocier.

Je veux qu'il soit bien entendu que, pour notre République, la laïcité c'est le respect de toutes les croyances et non le mépris de toutes les religions.

Je veux être le Président d'une France qui défend la liberté chez elle et dans le monde. Parce que c'est la vocation de la France.

Je veux être le Président de la France des droits de l'Homme. Je ne crois pas à la « réalpolitik » qui fait renoncer à ses valeurs sans gagner des contrats.

Je n'accepterai jamais ce qui se passe en Tchétchénie. Parce que nous sommes les héritiers du Général de Gaulle, qui a mis si haut le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous ne pouvons accepter ce qui se passe là-bas, sans rien dire.

Ce qui se passe au Darfour est une honte et les dirigeants qui acceptent ce génocide auront à rendre des comptes devant la communauté internationale de ce scandale.

Le silence est une complicité. Je ne veux être le complice d'aucune dictature à travers le monde. Je veux avoir le courage de faire ce que la gauche au pouvoir n'a pas eu le courage de dire.

Chaque fois qu'une femme ou un enfant est martyrisé dans le monde, je veux que la France se porte à ses côtés.

La France, si les Français me choisissent comme Président, sera aux côtés des infirmières bulgares scandaleusement condamnées à mort en Libye.

Je veux que la France soit aux côtés de la femme qui risque la lapidation parce qu'elle est soupçonnée d'adultère.

Je veux que la France soit aux côtés de la persécutée qu'on oblige à porter la burka, aux côtés de la malheureuse qu'on oblige à prendre un mari qu'on lui a choisi.

Je veux que la France soit aux côtés de celle à laquelle son frère interdit de se mettre en jupe. Nous ne pouvons pas accepter sur le territoire de la République un comportement moyenâgeux.

A chaque femme martyrisée dans le monde je veux que la France offre sa protection, en lui offrant la possibilité de devenir française.

Je veux être le Président d'une France dans laquelle l'Etat aide ceux qui en ont besoin.

Je veux être le Président d'une France qui fera revenir Ingrid Betancourt, scandaleusement détenue dans la jungle colombienne. Je veux faire pression sur les Etats-Unis pour qu'eux-mêmes fassent pression sur le président Uribe. Ingrid Betancourt doit retrouver ses enfants, sa famille. Ce n'est pas parce qu'elle est unique et seule, les droits de l'Homme, ce n'est pas une question de quantité. Chaque fois qu'une femme sera martyrisée dans le monde, la France sera à ses côtés. Voilà une France fidèle à ses valeurs éternelles.

Je le dis sans élever la voix.

La France est généreuse, ouverte et accueillante. Mais la France n'acceptera pas sur son territoire la polygamie, l'excision et les maris qui choisissent le sexe du médecin des femmes.

La France est ouverte, généreuse et accueillante, mais la France veut qu'on la respecte et qu'on l'aime. Nul n'est obligé de demeurer sur le territoire d'un pays qu'il n'aime pas !

Je veux être le Président d'une France où la politique aura pour but que brûle toujours dans le cœur de chacun la flamme de l'espérance, qui indique à l'homme qu'il est maître de sa destinée.

Si je souhaite qu'il n'y ait plus aucun revenu d'assistance sans la contrepartie d'une activité d'intérêt général, c'est parce que je veux que celui qui est secouru retrouve l'estime de lui-même dans la reconnaissance de son utilité sociale.

La gauche d'aujourd'hui, qui n'entend plus la grande voix de Jaurès, confond le sentiment national, qui est l'amour de son pays, avec le nationalisme, qui est la haine des autres.

Cette gauche m'a insulté parce que j'ai dit que je voulais que la politique de l'immigration prenne en compte la question de l'identité nationale. Mais qu'est ce qu'une intégration réussie sinon de se sentir français à part entière ? Sinon d'avoir ajouté à l'identité qu'on apporte avec soi, l'identité française qui fonde le sentiment d'appartenance à cette communauté de destins qui s'appelle la France ?

Je veux que nul n'oublie son origine, son histoire, sa culture, parce que je crois que la différence est une richesse. Mais en mettant à vif les mémoires blessées, en cultivant la rancœur par une surenchère dans le culte des origines, en manipulant à des fins politiciennes la souffrance et les frustrations, par ailleurs bien réelles, la repentance ne récolte pas la fraternité mais la violence et la haine.

Je déteste cette mode de la repentance.

La France ne s'est pas bâtie sur l'oubli. Nul n'a oublié les peines, les souffrances et les malheurs.

Félix Eboué gouverneur des colonies et premier résistant de la France d'Outre Mer n'avait jamais oublié qu'il était le petit fils d'un esclave noir de Guyane.

A Béziers, à Carcassonne, dans l'Ariège, nul n'a oublié la croisade des Albigeois, Simon de Montfort et les légats du Pape criant : « tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens ! »

Les protestants des Cévennes n'ont pas oublié les persécutions.

Les vendéens n'ont pas oublié les colonnes infernales.

Les républicains espagnols qu'on a parqués dans des camps n'ont rien oublié.

Les enfants juifs qui ont vu leurs parents conduits au Vel d'Hiv par la police de Vichy n'ont rien oublié.

Non, nul n'a rien oublié des peines, des souffrances et des malheurs, mais pour tous l'amour de la France a été le plus fort et d'autant plus fort qu'il était fait des douleurs surmontées de chacune des familles constituant la communauté nationale.

La France, ce n'est donc pas l'oubli de ce que l'on est, c'est la foi dans un destin commun plus fort que la haine et la vengeance.

A Aigues-Mortes les femmes protestantes enfermées dans la Tour de Constance par Louis XIV ont gravé sur les murs de leur prison « Résister ! » Aucune d'entre elles n'a écrit « mort à la France » comme on le voit aujourd'hui sur certains murs de nos quartiers.

On ne bâtit rien sur la haine, sur la haine des autres ni sur la haine de soi-même.

Une partie de la gauche d'aujourd'hui souhaite, en vérité, le communautarisme.
Je refuse le communautarisme qui rendrait ce qui nous sépare plus fort que ce qui nous unit.
Je refuse le communautarisme qui enfermerait chacun dans ses origines et ses croyances.
Je refuse le communautarisme qui ouvrirait la voix à la loi des tribus et à la violence.

La lutte contre le communautarisme, elle commence à l'école.
La gauche a renié l'école de Jules Ferry et la droite pendant longtemps ne l'a pas assez défendue.
L'école de la République, c'était là que se forgeaient la culture partagée et la morale commune.
C'était une école qui voulait parler à l'intelligence et au sentiment.
C'était une école qui voulait éveiller les consciences.
C'était une école qui voulait instruire et qui voulait élever chacun le plus haut possible.
Aux enfants, l'école de Jules Ferry voulait leur donner ce qu'il y avait de meilleur.

Certains d'entre vous connaissent peut-être la magnifique lettre de Jules Ferry aux instituteurs sur l'enseignement de la morale, écrite en un temps où les circulaires bureaucratiques qui étouffent notre vie administrative n'existaient pas encore.
Ecoutez la grande voix de Jules Ferry, il y a 130 ans :

« Monsieur l'instituteur,
Déjà, quand on parle ainsi, on se sent avec quelqu'un de civilisé...
Vous êtes l'auxiliaire du père de famille : parlez donc à son enfant comme vous voudriez qu'on parlât au vôtre.
Il ne suffit pas que vos élèves aient compris et retenu vos leçons ; il faut surtout que leur caractère s'en ressente : c'est surtout hors de l'école qu'on pourra juger de ce qu'a valu votre enseignement.
Vous avez flétri l'égoïsme et fait l'éloge du dévouement : vos élèves ont-ils, le moment d'après, abandonné un camarade en péril pour ne songer qu'à eux-mêmes ? Votre leçon est à recommencer. Et que ces rechutes ne vous découragent point ! Ce n'est pas l'œuvre d'un jour de former une âme libre. »

Je n'ai rien à retirer à ce texte magnifique. Et si je suis élu président de la République, je demanderai au ministre de l'Education nationale de prendre sa plus belle plume et d'écrire aux enseignants de notre pays pour leur dire dans un langage compréhensible par tous, voilà ce que nous attendons de vous.
C'est cela la République.

L'école de Ferry récompensait le travail et donnait à chacun les moyens d'aller aussi haut que ses talents lui permettaient, quelle que fut son origine sociale.

Après mai 68, il ne s'est plus agi d'élever le niveau de chacun pour l'approcher le plus possible d'un idéal humain, mais d'abaisser le niveau de l'école pour le mettre à la portée du plus grand nombre. L'erreur historique du nivellement.
L'école n'a plus la mission de tirer tout le monde vers le haut, au nom d'une certaine idée de ce que doit être un homme, mais de brader les diplômes pour remplir l'objectif absurde d'amener 80% d'une classe d'âge au baccalauréat. Le pire est que la gauche soit très fière de cet objectif, mais ne précise pas aux 20% restant ce qu'ils deviennent.

L'idéologie de 68 a imposé partout un relativisme intellectuel et moral. Désormais tout se valait : plus de hiérarchie des valeurs, plus de hiérarchie des savoirs, plus de hiérarchie des œuvres.
Le dessin de l'enfant vaut celui de Michel-Ange, quant à l'élève, on lui demande d'imaginer une autre fin au Cid, pour qu'il puisse légitimement se prendre pour le rival de Corneille.

L'enfant est devenu l'égal du maître et l'on s'étonne par la suite que l'enfant ne respecte pas le maître qu'il n'est plus.

Cette école a tourné le dos à l'exigence, le mot même est choquant. D'ailleurs on supprime les notes, les classements, les contrôles car il convient que tout le monde dorme du sommeil le plus profond, que personne ne

soit culpabilisé. Cette école-là, je n'en veux pas pour mes enfants !

L'excellence, un gros mot et tout se passe ailleurs. Puisqu'il n'y a pas d'excellence et pas d'exigence, c'est l'origine qui prime. L'inégalité sociale n'est plus corrigée par l'école. Plus l'école est défaillante pour compenser l'inégalité de la naissance, plus l'argent et le niveau d'instruction des parents jouent un grand rôle dans la destinée de l'enfant.

L'école ne sélectionne plus par l'exigence et par l'excellence. Elle sélectionne sur la capacité des parents à compenser la défaillance de l'école. Beau résultat de mai 68...

Avec l'interruption de la transmission du savoir, des valeurs et de la culture des parents, les parents et leurs enfants finissent par ne plus pouvoir se comprendre. Et bientôt, faute d'un savoir partagé, faute d'une morale et d'une culture communes, ils ne se comprendront même plus.

Au bout de la défaillance de l'école il y a la faillite notre système d'intégration. Il y a l'affaiblissement du sentiment d'appartenance à la nation. Il y a le communautarisme et les tribus. Il y a le chômage et l'exclusion.

Depuis longtemps, la gauche a pris l'habitude de considérer que le chômage est inéluctable, souvenez-vous de François Mitterrand répondant avec beaucoup de bonne : « on a tout essayé »

L'objectif du plein emploi, auquel la gauche a renoncé, je le fais mien. Je m'engage, en cinq ans, nous serons à 5% de chômeurs, c'est-à-dire le plein emploi. D'autres pays l'ont fait. Pourquoi ne réussirions-nous pas là où les autres ont réussi.

Mais pour cela, il faut encourager le travail au lieu de le décourager.

La gauche a trahi Jaurès parce qu'elle a trahi le travail et qu'elle a abandonné le travailleur. Oui, je sais, j'insiste un peu, mais ça fait tellement plaisir à Ségolène Royal et à François Hollande. Je veux absolument leur faire plaisir.

Que voulez-vous, vous avez écouté ses discours ? Elle ignore Camus, alors je le repends à mon compte. Elle a oublié Blum, alors j'en parle. Elle ne connaît pas Jaurès, alors je le cite. Il est tellement plaisant d'aider les autres !

Et je leur dis, si elle veut citer Raymond Aron, Michelet ou le Général de Gaulle, il n'y a aucun problème, j'adore les convertis de la dernière heure.

Je veux rendre au travailleur la première place dans la société.

Je veux réhabiliter le travailleur qui a été trop longtemps ignoré par la droite et trahi par la gauche.

Le grand problème de la France, c'est qu'elle travaille moins quand les autres travaillent plus.

Le grand problème de la France, c'est qu'elle ne crée plus assez de travail pour financer les retraites, la protection sociale, rembourser la dette, réduire la précarité. La crise de la valeur travail est au cœur de la crise morale.

Derrière la crise du travail il y a ce sentiment absolument désespérant que la promotion sociale pour vous est impossible, que le mérite n'est plus récompensé, que le travail ne paye plus, qu'il ne protège même plus de la pauvreté.

Avec la crise de la valeur travail, c'est l'espérance qui disparaît. Je n'accepte pas qu'il puisse exister des travailleurs pauvres alors que l'on a déjà bien assez à faire avec ceux qui sont pauvres parce qu'ils n'ont pas de travail !

Quand on a travaillé tout le mois et qu'il n'y a rien pour sa famille, on se désespère, je comprends cette désespérance et je veux y répondre.

Je ne veux pas d'une France sans usine. Si les usines partent, le reste partira aussi.

La France sans paysan, sans artisan, sans ouvrier serait une France appauvrie moralement, culturellement, économiquement. Je me refuse à leur dire que tout est fini, qu'il n'y a plus de place pour eux, qu'ils doivent disparaître.

Je n'accepterai jamais d'être le président qui leur dira qu'ils ne servent plus à rien.

Je veux leur dire que rien n'est perdu. Un métier qui disparaît, un village qui se vide, un bassin industriel qui s'effondre, c'est un drame. Aucune nécessité économique ne justifie que la politique soit indifférente à ce drame.

A quoi sert la politique si l'on ne peut rien faire sur rien ?

A quoi sert la politique si la seule loi qui s'impose est celle de la rentabilité à court terme ?

A quoi sert la politique si elle se contente d'accompagner une sorte de sélection naturelle qui ferait triompher le fort et anéantirait le faible ?

A quoi sert la politique si elle ne donne pas sa chance à chacun ?

Pourquoi serai-je candidat si cela ne servait à rien ?

Je pense que la politique qui ne peut rien, c'est la politique qui ne veut rien, qui n'imagine rien, qui ne parle de rien.

Alors, pour que le travail apparaisse de nouveau comme un moyen d'émancipation, il faut que le travail permette de faire vivre sa famille et d'éduquer ses enfants.

Je veux dire aux Français la vérité. Je suis européen, mais je n'ai pas fait l'Europe avec d'autres pour connaître ça. L'introduction de l'Euro a fait monter les prix dans notre pays. Le contester, c'est contester une vérité d'évidence, que chaque jour ceux qui vont faire leurs courses constatent dans les magasins.

Les travailleurs n'arrivent plus à se loger. Les classes moyennes, il y a quarante ans pouvaient être propriétaires de leur logement, aujourd'hui, elles ne le peuvent plus, comment peut-on accepter cela ?

Les salariés qui ont des fins de mois de plus en plus difficiles n'ont pas besoin de moi pour leur expliquer que les salaires sont trop bas en France, que les impôts y sont trop hauts et que la vie est trop chère.

Je veux dire que le salaire n'est pas l'ennemi de l'emploi. Les salaires trop bas ralentissent la croissance et démoralisent les travailleurs. On travaille moins bien, on est moins productif, moins entreprenant quand on vit dans la hantise des fins de mois difficiles.

Quand on est depuis plus de 36 ans dans une usine et qu'à la fin du mois, on a 1200 euros, je comprends que l'on soit désespéré parce qu'à leur place j'aurais cette désespérance.

Un homme politique digne de ce nom doit être capable de se mettre à la place de ceux qui souffrent et non pas de ceux qui ne souffrent pas.

Je dis d'ailleurs à la droite et au centre que nous avons fait une grave erreur dans les années passées, de laisser à la gauche le monopole de la défense des injustices.

Je propose l'augmentation du pouvoir d'achat par l'augmentation du travail.

Une autre politique est possible, celle qui taxe moins le travail. C'est fascinant cette volonté de la France d'être le seul pays à vouloir absolument taxer le travail. Et après on s'étonne d'avoir des délocalisations.

Je veux que l'on taxe aussi les importations pour qu'elles financent notre protection sociale. Cela ne me gêne pas.

Je veux que l'on fasse payer plus d'impôts sur les bénéfices aux entreprises qui désinvestissent et qui suppriment des emplois et moins à celles qui investissent dans notre pays et qui créent des emplois. Nous ne sommes pas obligés de traiter tout le monde de la même façon.

La gauche a longtemps expliqué avec monsieur Jospin qu'un homme politique responsable ne devait pas parler de la monnaie. Et j'ai encore ce débat avec quelques uns de mes amis. On se demande vraiment au nom de quoi ?

Moi, je veux parler de la monnaie parce que la monnaie c'est important. Quand la monnaie est surévaluée, c'est le travail qui est dévalué et personne ne me fera changer d'avis sur le sujet.

Regardez Airbus ! Voyez comment l'Euro trop cher abîme l'une des plus belles réussites industrielles de l'Europe ! 10 centimes de plus pour l'Euro, c'est 1 milliard d'Euros de déficit supplémentaire pour Airbus. Je ne l'accepte pas.

On me dit : mais, Nicolas, tu veux mettre l'Euro au service de la croissance et de l'emploi.

Non, je veux simplement faire la même chose que font les autres. Je n'accepte pas que l'Euro ait pris 32% de surévaluation par rapport au dollar sur les neuf derniers mois, parce que ce sont des emplois qui se créent aux Etats-Unis et qui sont détruits en Europe. Je ne peux pas l'accepter.
C'est du dumping monétaire.

Regardez la Chine, cet empire extraordinaire, avec une puissance économique remarquable. Il y a 6 ou 7 ans, lorsque Clinton a été leur demander de réévaluer le Yuan, les Chinois ont alors répondu : merci Monsieur Clinton, de votre visite et à bientôt ! Et ils ont gardé un Yuan au service de l'emploi et de la croissance pour gagner des parts de marché.

Quand les Japonais se sont trouvés confrontés à une crise économique sans précédent, pendant pas moins de dix ans, ils ont mis de façon volontariste leurs taux d'intérêts à zéro et ont porté le yen comme un élément de la puissance de l'économie japonaise pour gagner des parts de marché.

Vous trouvez que le Japon et la Chine c'est loin ? Alors, regardez ce que fait la Grande-Bretagne avec la Livre sterling.

Monsieur Gordon Brown, dès que la croissance anglaise faiblit, baisse les taux d'intérêts de manière volontariste en Angleterre pour créer de la monnaie et du pouvoir d'achat. Ainsi, ils ont 1% de croissance de plus que nous.

Nous sommes des Européens convaincus, mais nous n'avons pas créé la deuxième monnaie du monde pour laisser à la propriété du gouverneur de la banque centrale européenne, considérer que cette monnaie doit lutter contre une inflation qui n'existe plus, et ne pas la mettre au service de la croissance et de l'emploi.

Si je porte ce débat, c'est parce que j'ai claire conscience que vous avez été 55% à voter « non » au referendum sur l'Europe. Moi, je ne veux pas que vous tourniez le dos à l'Europe. Je veux que vous restiez des Européens convaincus, mais je veux que vous compreniez qu'il existe une autre façon de construire l'Europe. Une Europe où la Turquie n'a pas sa place parce que c'est l'Asie Mineure. Une Europe qui aura des frontières, qui fera la préférence communautaire, qui défendra ses usines et ses paysans, qui cessera d'être naïve et qui dira aux autres : vous voulez que l'on ouvre nos marchés, d'accord, mais vous nous ouvrez les vôtres, en même temps que nous et dans les mêmes conditions !

Je n'accepte pas que l'on continue à importer en Europe des produits dont la qualité sanitaire ne ressemble en rien aux réglementations que l'on impose à nos agriculteurs.
Soit on impose les mêmes règles, soit on n'en impose aucune !

Si le vin étranger entre librement sans respecter les mêmes normes que celles de nos viticulteurs, les viticulteurs français sont condamnés. Je m'oppose à cette situation parce qu'elle est inacceptable.

Si on dit que l'aide aux PME grâce à la commande publique est possible pour les Etats-Unis, parce qu'ils ont obtenu une dérogation à l'OMC, et qu'elle est interdite en Europe faute de dérogation. Je dis que c'est aussi inacceptable parce qu'il ne peut pas y avoir deux poids, deux mesures. Si c'est permis pour les Etats-Unis d'Amérique, ce doit être autorisé pour l'Europe politique que nous voulons.

Jaurès disait enfin : « Ce sont les grandes idées et les grands rêves qui ont fait la vie quotidienne et la vie familière des hommes dans ce qu'elle est. »

Moi, je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire « non » au renoncement, « non » à la fatalité, « non » au déclin.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire « non » à ceux qui n'envisagent pour elle qu'un destin médiocre et un rôle subalterne.

Je rêve d'une France qui se lève tout entière pour dire « non » parce qu'elle croit encore en elle, parce qu'elle croit encore qu'elle peut agir, qu'elle peut créer, qu'elle peut être grande et qu'elle n'est pas condamnée à subir.

Ce rêve, je voudrais qu'il soit le vôtre.

Ce rêve je voudrais que nous le fassions partager à tous les Français quelles que soient leurs origines, leurs croyances, leur parti.

Mes chers amis.

Il nous reste dix jours.

Dix jours pour faire partager ce rêve.

Dix jours pour que ce rêve renverse tous les conservatismes, tous les préjugés, toutes les hésitations.

Dix jours pour que ce rêve vienne à bout de toutes les angoisses, de toutes les peurs.

Dix jours pour rendre ce rêve plus fort que les calomnies, plus fort que les mensonges.

Dix jours pour parler aux Français, pour leur expliquer, les convaincre, les mobiliser.

Dix jours pour faire en sorte que les choix du 22 avril et du 6 mai soient de vrais choix.

Dix jours pour faire en sorte que ce grand rendez-vous de la France avec elle-même, qu'est l'élection présidentielle, ne soit pas une fois encore un rendez-vous manqué comme ce fut si souvent le cas dans le passé.

Alors, j'ai besoin de vous.

J'ai besoin de vous pour que surgisse des tréfonds de notre pays ce grand mouvement populaire qui exprimera, loin des ambitions dévorantes qui suscitent tant de petitesse, l'ardeur d'une France qui ne veut pas mourir, qui ne veut pas s'effacer, qui veut vivre, qui veut se relever, qui veut espérer.

« Où est l'avenir ? Il est en nous » disait le Général De Gaulle.

Mesdames et Messieurs,

Mes chers amis,

Ce qui va se passer dans dix jours ne dépend pas de moi, il dépend de chacun de vous.

Ce n'est pas mon combat, c'est le vôtre.

Je ne vous demande pas d'être des amis et des spectateurs assidus.

Je vous demande d'être des acteurs engagés.

Il s'agit de votre pays, il s'agit de l'avenir de vos enfants.

Alors je vous le dis, j'ai besoin de vous, comme jamais personne n'a eu besoin de ses amis.

Si vous le voulez, tout peut devenir possible.

Si vous le voulez, la majorité silencieuse va se lever et exigera qu'enfin les valeurs dont elle est porteuse soient celles de la France.

Si vous le voulez, ce que vous croyiez impossible hier, va devenir possible aujourd'hui.

Si vous le voulez, nous renverserons tous les conservatismes, tous les immobilismes.

Si vous le voulez, le 22 avril, nous virerons en tête.

Si vous le voulez, c'est ensemble que nous dirons :

Vive la République !

Vive la France !